

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 48 (1968)
Heft: 2: Paris, place financière internationale

Artikel: Les places financières internationales
Autor: Sédillot, René
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-888003>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Paris,
place
financière
internationale

Les places financières internationales

René SÉDILLOT

Directeur-Rédacteur en chef de « La Vie Française »

UN PEU D'HISTOIRE

Des places financières internationales, il en existe depuis que les hommes savent traiter par des moyens financiers leurs affaires commerciales, et depuis que les nations vivent d'une vie commune. Cette double condition était parfaitement remplie en l'Âge que les historiens ont appelé Moyen, alors que les grandes foires — et notamment les foires de Champagne — mettaient en contact les marchands du monde occidental. En ce temps-là, à Provins ou à Troyes, à Bar ou à Lagny, se rencontraient les gens du Nord, venus d'Artois, de Flandre, d'Angleterre, des pays scandinaves, d'Allemagne, et ceux du Sud, qui venaient de Provence, d'Italie, d'Espagne ou de plus loin. Les premiers vendaient des draps, les seconds des épices. Tous payaient en pièces d'or ou d'argent, ou bien ils signaient des reconnaissances de dette, qui devaient engendrer la lettre de change. Les miracles du crédit se superposaient aux facilités de la monnaie.

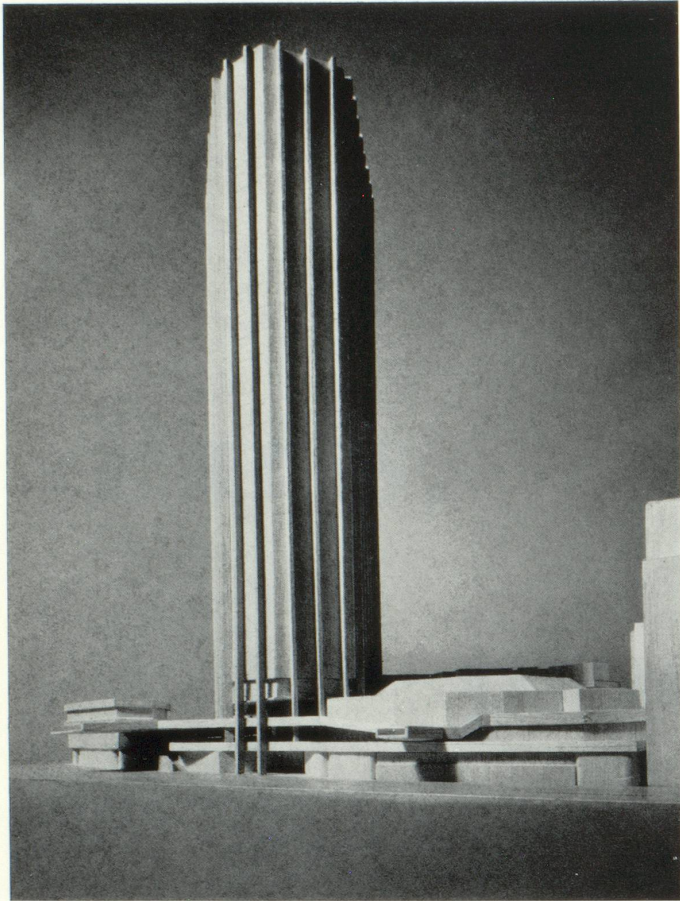
L'exemple étant donné, les voies étant frayées, les places financières ne tardèrent pas à se multiplier. Les Italiens devinrent les rois de la banque : on les appelait volontiers les Lombards et ils s'installaient partout où leur négoce pouvait être fructueux. Paris gardera sa rue des Lombards, Bruxelles sa rue du Lombard, Londres sa Lombard Street. Gênes faisait figure de capitale bancaire sur la Méditerranée, et Bruges sur la Mer du Nord. Sur l'axe qui les réunissait, Lyon tentait de recueillir l'héritage champenois, mais Genève, Lausanne, Fribourg et aussi Augsbourg, Nuremberg, Francfort en demandaient leur part.

BRUGES, ANVERS ET AMSTERDAM

Quand Bruges eut décliné (parce que les Anglais n'y envoyaient plus leurs laines, et parce que le port s'était ensablé), Anvers s'ouvrit aux gens de mer et de commerce. On vit les Anglais y établir leur base continentale, les banquiers italiens y installer leurs comptoirs; et dans le logis de la famille van der Burse s'ouvrit la première Bourse de Commerce, où se négocièrent les marchandises du monde entier.

Comme Bruges, Anvers n'eut qu'un temps. Sa prospérité ne survécut pas à la révolte des Pays-Bas. La place acheva de dépérir quand furent fermées les bouches de l'Escaut. Au nord d'Anvers demeuré espagnol, les sept Provinces Unies, désormais indépendantes, accédaient à la puissance. « Fils aînés de l'Océan », les Hollandais régnaient sur les mers, fondaient un Empire, accueillèrent les Juifs chassés de Lisbonne, les Huguenots chassés des Flandres. Ces immigrants avaient des capitaux et des relations. Avec eux Amsterdam devenait la première place financière du monde.

La vocation d'Amsterdam s'affirmait par trois moyens : une Bourse sans rivale, où l'on traitait les lettres de change, les parts de sociétés, les emprunts des villes et des provinces le tabac, le coton, la laine, le blé, le vin; une Banque de dépôts qui tenait la caisse de toute l'Europe; une monnaie à deux visages, florin d'or et florin-banco : les Hollandais, seigneurs de l'or de la chrétienté, étaient déjà les seigneurs du papier. Et les cours des changes dans toutes les nations se référaient aux parités d'Amsterdam.



S'offrant un traitement de rajeunissement, la Bourse de Londres prendra bientôt cet impressionnant et nouvel aspect. Le nouvel édifice dont on voit ici une maquette, se présentera sous la forme d'une gracieuse tour de 25 étages s'élevant de 97 mètres au-dessus du sol, mais n'en continuera pas moins d'être pour les courtiers londoniens, « La Maison ».

(Photo Ambassade de Grande-Bretagne.)

LONDRES DANS SA GLOIRE

Et puis, le temps vint où Amsterdam, à son tour, fut supplantée par Londres : la réussite anglaise, inspirée de la réussite hollandaise, était due aux mêmes recettes et aux mêmes instruments. La Bourse de Londres (Royal Exchange) cotait les titres des grandes compagnies et les fonds d'État, les valeurs d'assurances et les services publics. L'appareil bancaire allait des merciers aux orfèvres, jusqu'au jour où un groupe de marchands de la Cité fonda une compagnie de la Banque d'Angleterre, qui se mit à proposer des billets remboursables en or. La monnaie fiduciaire, lentement introduite dans le public, commençait à se répandre à côté de la monnaie métallique. La Livre sterling instaurait son règne.

N'est-ce que de l'histoire? C'est encore du présent. Car si l'Angleterre du xx^e siècle a perdu sa prééminence passée (en perdant les suprématies qui s'attachaient au charbon, à la marine, à l'Empire), si la Livre elle-même a subi l'affront de trois dévaluations (1931, 1949, 1967) et renoncé

à défendre l'étalon-or qui fit sa gloire et sa fortune, Londres garde, non pas intacts, mais encore éclatants, les atouts de sa prospérité bancaire et boursière.

PUISSANCE DE LONDRES

Sans doute, la puissance de Londres a-t-elle tenu surtout à la richesse du peuple britannique : tout au long du siècle dernier, c'est l'Angleterre qui a dicté les techniques industrielles, qui a su les mettre en œuvre et en tirer parti. C'est l'épargne anglaise qui, excédant les besoins intérieurs, a cherché et trouvé des emplois à travers le monde, et fait de Londres le grand dispensateur du crédit.

Londres a joui d'un autre privilège : c'est sur son marché que se sont nouées et dénouées les opérations, réelles ou spéculatives, sur la plupart des matières premières. Car l'Empire britannique en était souvent le principal producteur et, en toute hypothèse, Londres a su attirer les transactions internationales, grâce aux vertus de son organisation commerciale. Il en a été ainsi pour le marché de l'or : l'Afrique du Sud a pris l'habitude de vendre son métal à Londres, qui lui offrait des facilités de transport et de négociation, avec les commissions les plus réduites. Il en a été de même pour les marchés des services-assurances et frets. Aujourd'hui, le Commonwealth est mort, l'Angleterre créditrice est devenue débitrice, mais les réseaux bancaires subsistent; le Lloyds, centre des réassurances, le Baltic Exchange, centre des affrètements, sont toujours en place, et sans rivaux.

De la grandeur britannique, il reste la Cité, une Cité qu'ont bouleversée les bombes allemandes, mais qui, ayant relevé ses ruines et maintenu ses traditions, perruques et melons y compris, conserve d'incomparables relations avec le monde entier; une cité où se compensent les dettes et les créances, où se confrontent les ordres d'achat et de vente, sur les titres et sur les marchandises; une Cité que ne peut ignorer aucune place au monde.

MONTÉE DE NEW YORK

Pourtant, Londres n'est plus à son apogée. D'abord parce qu'une place débitrice ne saurait prétendre exactement au rôle d'une place créancière, et parce que le sterling amputé et discuté n'est plus qu'une monnaie déchue; parce que Londres, qui hier encore fixait le cours de l'or, ne voit plus venir le métal sud africain (jusqu'à nouvel ordre) et se voit, sur ce terrain, concurrencée par Zurich, jalouée par Paris.

Mais aussi parce qu'une autre place a grandi : New York. Le marché new-yorkais a débuté modestement; il n'a longtemps été qu'une cote de *railroads*. Mais, avec la guerre mondiale, il a accédé aux premiers rôles : face à l'Europe appauvrie, l'Amérique a fait étalage de son opulence. Au lieu d'emprunter, elle a prêté aux nations. De son dollar, sur les ruines de la livre, elle a fait la monnaie reine.

La grande crise a secoué l'édifice américain, mais la seconde guerre du siècle a achevé de consacrer sa suprématie. Les États-Unis ont investi dans le monde entier, achetant des titres et des entreprises, implantant leurs capitaux et leurs techniques. Sur leur élan, ils ont persévéré dans cette politique, même quand leur balance des paiements est devenue déficitaire. Ils ont offert et imposé au monde une inflation de dollars. Ceux de ces dollars qui ont échoué dans les encaisses des Banques d'émission y sont restés comme monnaies de réserve. Ceux qui sont parvenus dans les caisses des Banques commerciales ont été baptisés Euro-dollars; et le monde, bon gré mal gré, s'en est accommodé.

Dans les hiérarchies des bourses de valeurs, le Stock Exchange de New York capitalise quelque 600 milliards de dollars d'actions, alors que Londres n'en capitalise que 120 : le rapport est de 1 à 5.

PARIS ET LE CONTINENT

En regard des deux grandes places financières internationales, les autres places ne font pas le poids : la capitalisation boursière des actions n'atteint pas 20 milliards de dollars à Paris (six fois moins qu'à Londres, trente fois moins qu'à New York); elle est un peu moindre pour l'ensemble des bourses allemandes (18,5); elle se situe à quelque 16 milliards pour Milan et les bourses italiennes, à moins de 10 pour Amsterdam, à moins de 7 pour les bourses suisses (Zurich, Bâle, Genève...), à moins de 5 pour Bruxelles, à 4 pour les bourses espagnoles. Le reste, en Europe, n'est que poussière.

Paris a laissé passer sa chance. Au XIX^e siècle et au début du XX^e, l'épargne française était en mesure de prêter à l'univers; mais elle a été fâcheusement inspirée : elle s'est investie plus souvent en valeurs à revenu fixe qu'en valeurs à revenu variable, plus souvent en achats dispersés qu'en prises de contrôle. Ses débiteurs ont fait faillite : les Russes, les Balkaniques. Amère leçon !

A l'intérieur, l'épargne française n'a pas été plus heureuse. Elle a beaucoup prêté à l'État, qui l'a récompensée par une douzaine de dévaluations; elle a beaucoup investi dans des affaires privées que le secteur public s'est adjugé par voie de nationalisations : chemins de fer, charbonnages, électricité, banques, assurances... Désabusés, les épargnants se sont retournés vers l'or, qu'ils ont entassé au point de détenir le quart de tout le métal jaune thésaurisé sur la planète : placement stérile...

Aujourd'hui, malgré cinq années consécutives de baisse, la Bourse de Paris recouvre quelque ambition. Les pouvoirs

publics, animés par une tardive sollicitude, parlent d'en faire une grande place internationale. De fait, ils ont pris des mesures favorables à un tel projet : mesures fiscales, au profit des porteurs de valeurs mobilières, mesures monétaires, qui restituent aux capitaux une pleine liberté de transfert. Parallèlement, les sociétés ont accompli de louables progrès dans l'information des actionnaires. Ce n'est pas négligeable.

Mais, pour faire vraiment de Paris une grande place internationale, on est encore loin du compte. Les chiffres parlent. Les faits aussi : Paris n'a pas les moyens financiers de l'Amérique, ni les traditions bancaires de l'Angleterre, ni les séductions fiscales de la Suisse. Une monnaie saine, de grosses réserves d'or à la banque d'émission et dans les coffres privés, cela ne suffit pas.

UN MARCHÉ EUROPÉEN ?

Et si l'on additionnait toutes les Bourses du Marché Commun ? Leur capitalisation globale n'atteindrait encore que 68 milliards de dollars, contre 120 à Londres. Et si l'on additionnait les Bourses continentales et la Cité ? on n'arriverait pas à 200 milliards, contre 600 à New York.

Au demeurant, pour combiner les faibles capacités financières des marchés européens, mille conditions restent à remplir : il faudrait abattre les cloisons, éliminer tous les contrôles, libérer tous les transferts, harmoniser les cotes, les courtages, les impôts, mettre au point une technique d'emprunts groupés, adopter des normes pour les bilans, uniformiser l'information de l'épargne, donner un cadre juridique aux sociétés européennes.

La tâche est rude, mais non pas irréalisable. On a bien réussi, en dix ans, à abattre quelques frontières douanières. Ne pourrait-on abattre aussi bien quelques barrières financières ? Un groupe d'experts constitué par la Commission de la C.E.E., présidé par le professeur Claudio Segré, a rédigé un rapport de 400 pages sur « le développement d'un marché européen des capitaux »; il le juge souhaitable et le reconnaît difficile. La commission de Bruxelles, saisie de ce rapport, a remercié poliment ses auteurs, qui ont fourni « une base excellente ». Et l'on n'en a plus guère parlé.

A défaut de réalisations, il est permis de rêver : une cote unique pour toute l'Europe, une monnaie unique, des tableaux électroniques d'affichage, proposant les mêmes cours à Paris et Dusseldorf, à Milan et à Bruxelles, à Francfort et à Amsterdam... Pourquoi pas ? Il suffirait de balayer des routines, de faire fi des privilèges et des droits acquis, de réduire à néant les susceptibilités des hommes et les souverainetés des nations. Un rien...